

PR. AHMED HENNI

## Le taux de change comme variable de répartition primaire

La recherche sur "Répartition des revenus" s'est heurtée immédiatement au problème de l'opacité des différents marchés formateurs des prix des biens et services, du prix de l'argent et du capital et enfin du prix du travail. Cette opacité, qui rend les statistiques micro et macro-économiques non pertinentes, oblige le chercheur à approfondir sa connaissance des pratiques réelles des différents agents économiques sur les marchés non saisis par la statistique officielle. D'où l'hypothèse méthodologique de départ à savoir la saisie d'un double marché des biens et services, un double marché de l'argent et du capital et un double marché du travail. A l'issue de la recherche, la liaison entre deux marchés touchant au même bien avec formation de deux prix différents a permis de mettre en lumière :

1- L'existence d'une double monnaie sinon l'existence d'une monnaie spécifique à chacun des marchés existant.

2- L'apparition du concept de rente comme phénomène explicatif de la segmentation des marchés.

3- L'étude de la distribution et de la redistribution des revenus comme élément explicatif fondamental de cette segmentation avec retour obligé sur les mécanismes de redistribution de la rente pétrolière.

La recherche, finalement, aura juste permis de mettre en lumière cette logique quitte à la poursuivre vers l'étude du noyau dur de l'explication : savoir la redistribution des revenus ou plus exactement les mécanismes de formation du revenu des différents agents économiques (Etat y compris). D'où la question à résoudre ultérieurement du statut des deux principales variables de répartition : savoir le taux de profit et le taux de salaire.

### - Cadre macro-économique d'analyse :

La recherche a été facilitée par l'éclairage nouveau des pratiques sociales et économiques résultant de la crise de la balance des paiements depuis 1986. La crise n'est pas en effet une crise de type économique mais elle survient d'abord au niveau des paiements. La chute brutale du prix du baril du pétrole de 40 à 10 dollars environ réduit drastiquement les recettes d'exportation du pays et pose immédiatement le problème de l'ajustement entre la demande à l'importation et l'encaisse devises issue des exportations de pétrole. De fait, se trouve ainsi posé le problème du prix de la monnaie. Le refus

d'ajuster le prix de la monnaie entraîne immédiatement des perturbations dans le rationnement administré des moyens de paiement extérieurs et, par suite, une perturbation du fonctionnement des entreprises qui ne peuvent plus faire face à la demande interne. Là aussi, le refus d'ajuster les prix internes crée la double monnaie et le double marché des biens : marché administré avec rationnement par les quantités d'un côté et marché libre avec ajustement des prix au niveau de l'équilibre. Les revenus en sont bouleversés, la monnaie de compte ne pouvant plus les comptabiliser correctement et simultanément dans l'un et l'autre marché. D'où une crise non pas économique mais une crise due aux différents retards dans les ajustements.

Cette conclusion, dégagée à l'issue de la recherche, ne pouvait être formalisée au début. Il conviendrait d'en formaliser les termes en analysant comment les retards pris dans les ajustements ont provoqué les différentes crises des différents marchés (marché des changes, puis marché des facteurs puis marché des biens puis enfin marché du travail). Cette séquence reste une hypothèse à consolider au niveau d'un modèle à retards. Elle permettrait de mettre en évidence les liens entre les différents cycles économiques en Algérie. Il demeure cependant que le cycle de la rente pétrolière apparaît comme déterminant et que la crise, loin d'être économique, c'est-à-dire une crise liée aux cycles du capital productif, n'est qu'une crise de paiements qui met en lumière le fonctionnement réel de l'économie. Celle-ci ne semble pas avoir été assise sur des cycles de valorisation productive d'un capital valeur d'échange mais semble n'avoir été qu'un amoncellement de valeurs d'usage soumis au cycle de la balance des paiements et, par suite, du marché pétrolier international.

Nous avons d'un côté un système interne de prix encadrés plus ou moins par l'État et, de l'autre, un prix exogène fixé par le marché international. La liaison entre le prix de marché du pétrole et le système interne des prix s'est opérée et s'opère par un prix de la monnaie transformant les surplus du producteur gagnés sur le marché du pétrole en surplus du consommateur par le rationnement interne des quantités.

Mettons que le coût de production interne (exprimé en valeur internationale) du pétrole soit de 100 et que le prix de marché de ce pétrole soit de 1.000. Le surplus du producteur est de 900. Le surplus permet de payer des importations qui grâce au taux de change ne sont payées que 500 en monnaie locale. Le consommateur interne de facteurs ou de produits finis réalise ainsi un surplus de 400. Le mécanisme de fixation administrative du taux de change permet ainsi de transformer le surplus de production en surplus de consommation. Cette conclusion montre bien que quand le surplus du producteur diminue, le surplus du consommateur disparaît. Il n'y a pas crise économique mais bien au contraire retour à la normale. C'est ce que provoque la crise des paiements de 1986 qui compromet la transformation du surplus du producteur en surplus du consommateur. Le surplus du consommateur peut être mesuré ainsi que les pertes enregistrées à condition que les prix et quantités soient connus exhaustivement sur le deuxième marché de la monnaie et sur le deuxième marché des biens et services. C'est ce

que les services du Plan on appelé "rentes spéculatives". Il s'agit, en réalité, d'un surplus du consommateur. La crise qui démarre en 1986 est alors une crise de réduction de ce surplus. D'un côté, les agents économiques essaient à travers les prix de maintenir ce surplus (apparition de seconds marchés), de l'autre, les pouvoirs publics, en n'ajustant pas immédiatement le prix de la monnaie, laissent intacts les mécanismes de transformation du surplus du producteur en surplus du consommateur sans qu'il y ait surplus du producteur. Le surplus se crée alors par l'inflation monétaire et sa récupération sur les seconds marchés. L'Etat crée artificiellement un surplus que les agents économiques transforment en surplus du consommateur par la création de marchés parallèles libres. La crise se transforme alors en crise inflationniste et crise budgétaire. Elle met en lumière le rôle économique de l'émission monétaire, rôle complètement occulté auparavant. Elle démontre surtout que le taux de change joue le rôle de variable primaire de répartition.

### **- Analyse de l'émission monétaire :**

Le calcul du surplus du consommateur qui naît par la transformation du surplus du producteur ne se suffit pas de la connaissance des prix, quoique les prix et le taux de change soient les vecteurs essentiels de cette transformation. Il devrait être recoupé par les données concernant les moins-values enregistrées par les producteurs soumis aux prix administrés. Cependant, ces données ne reflètent pas nécessairement le surplus accaparé par le consommateur car le déficit et le découvert d'entreprise peut, également, signifier une insuffisance de productivité de l'agent en question.

Il n'en demeure pas moins que, si l'on fait l'hypothèse que les conditions générales de la production en Algérie n'avantagent pas spécialement un secteur par rapport à un autre, il apparaît alors que déficits et découverts peuvent renseigner sur l'ampleur du surplus transféré au consommateur **[\*]**.

Les moins-values réalisées à travers le système des prix fixés administrativement sont compensées par des plus-values réalisées grâce au taux de change. C'est pourquoi l'approche micro-économique s'avère non pertinente pour saisir la circulation globale du surplus et il est indispensable de recourir à l'analyse macro-économique. Celle-ci s'appuierait principalement sur des tableaux d'échanges économiques et des tableaux d'opérations financières. Jusqu'en 1990, n'ont été publiés que les T.E.E. d'avant 1983. Il n'y a jamais eu de publication de T.O.F. Le chercheur se trouve confronté à un sérieux problème de connaissance de la circulation monétaire. La Banque Centrale ne publie jamais ses bilans et les entreprises ne publient jamais leurs comptes, vu qu'elles n'ont pas d'actionnaires en dehors de l'Etat. Dans ces conditions, l'illustration de la recherche par des données exhaustives permettant, à travers l'analyse de la circulation monétaire, de mettre en évidence les mécanismes de transformation du surplus pétrolier en surplus d'entreprises puis du consommateur s'en trouve sérieusement compromise. Elle renvoie l'économiste à des recherches segmentées et

sectorielles de type ingénieuriste le condamnant à ne jamais pouvoir faire de macro-économie et encore moins une analyse des flux monétaires.

L'émission monétaire, instrument privilégié de transformation du surplus pétrolier, n'a joué ce rôle qu'à cause du non ajustement régulier du taux de change en fonction de la productivité des facteurs.

Surplus dû au taux de change

Prix international produit en dollar	Taux de change du dollar	Prix intérieur	Taux de change réel	Surplus de l'acheteur
100	5 DA	500	10 DA	500

Ce surplus est facile à calculer. Il suffit de connaître le montant annuel des importations (et le cours réel de la monnaie sur le marché).

Si par exemple, en 1980, il y a eu 40 milliards d'importations et que le taux administré du change était de 2,5 inférieur au taux du marché, ceci veut dire qu'il y a surplus des importateurs de 60 milliards de dinars. Ceci veut dire que la masse monétaire en circulation aurait dû être inférieure de 60 milliards à ce qu'elle a été à ce moment là pour ne pas être inflationniste et éviter qu'il y ait transformation du surplus pétrolier en surplus des acheteurs. Si par contre le taux de change administré avait été aligné sur le cours réel alors l'émission de 60 milliards en plus n'aurait pas été inflationniste. L'hypothèse formulée ici est que l'on peut calculer le surplus redistribué par le biais du taux de change en redressant les chiffres de l'émission monétaire à leur niveau "normal". Connaissant ce niveau "normal" on peut en déduire le taux de change "réel" qui s'observe sur les marchés. On peut, par la connaissance du surplus redistribué, déterminer le taux de change du marché. Les calculs laissent supposer que le taux du marché observé répond bien à cette logique. De ce fait, il est incontestable que si, soit la masse monétaire avait été réduite du surplus, soit le taux de change ajusté au taux réel, il n'y aurait pas eu de redistribution monétaire du surplus et donc pas d'inflation. On peut en conclure que les stratégies sociales ont visé :

- 1- à maintenir un taux de change en deçà du taux réel ;
- 2- à émettre de la monnaie pour couvrir la circulation du surplus jusqu'à concurrence d'une émission gouvernée par le taux du marché.

La contradiction de la gestion monétaire n'en est que plus évidente : l'émission est opérée en fonction du taux du marché de la monnaie et le taux administré de la monnaie est maintenu en deçà de ce taux réel.

Ces stratégies de la répartition se manifestent avec plus d'évidence autour de l'accès aux devises. La répartition des devises à l'importation commande le montant du surplus accaparé par les acheteurs.

Un exemple en est donné par la répartition opérée par la Chambre Nationale du Commerce.

## Budgets devises secteur privé 1989

Importations physiques de marchandises.....	5.810 millions DA
- dont fonctionnement	4.010 millions DA
investissement	1.800 millions DA

Source : Lettre d'information CNC, Août 1989.

La compétition autour des devises se fait pour le fonctionnement, instrument principal de transformation du surplus pétrolier. L'investissement qui est, par contre, un transformateur plus lent, n'est pas souhaité dans les mêmes proportions.

Si l'on ventile ces budgets par segments de l'activité, on s'aperçoit qu'ils sont totalement déconnectés de l'importance du segment dans la production intérieure mais reflètent bien des stratégies d'accès à la devise considérée comme le moyen performant de l'accaparement du surplus.

## Montants devises engagés par la Chambre Nationale du Commerce (1989)

Branche	Montant 10 <sup>6</sup> DA		Contribution à la valeur ajoutée globale	
- Textile et confection	855	26,4	0,91	13,0
- Cuir et chaussures	118	3,6	0,18	2,5
- ISMME	927	28,6	0,65	9,4
- Plastique, chimie	897	27,7	0,93	13,3
- Papier carton	303	9,3	0,18	2,5
- Agro-alimentation	129	3,9	3,9	56,1
- Matériaux de construction	8	---	0,2	2,8
- Bureaux d'études	1	---	---	---
TOTAL	3.237	100 %	6,95	100 %

On remarque que l'agro-alimentaire qui contribue pour 56 % de la valeur ajoutée du secteur privé ne perçoit que 3,9 % du budget-devises global tandis que les ISMME (Industries Privées de Métallurgie et Electricité - Électronique) qui ne contribuent que pour 0,65 % de la valeur ajoutée nationale et 9,4 % de la valeur ajoutée du secteur privé bénéficient, elles, de 28,6 % des budgets-devises accordés au secteur privé.

La comparaison est encore plus probante si nous comparons les montants absolus des budgets devises à la valeur ajoutée des secteurs.

	Valeur ajoutée en 10 <sup>6</sup> DA (1)	Devises engagées (2)	Rapport 2/1
- Textile et confection	2.137	855	0,40
- Cuir et chaussures	426	118	0,27
- ISMME	1.529	927	0,60
- Plastique, chimie	471	897	1,90
- Agro-alimentaire	4.846	129	0,02
- Matériaux de construction	480	8	0,01

On s'aperçoit de deux choses :

a)- Les budgets devises ne sont pas calculés et accordés en fonction de

la valeur ajoutée du secteur. |

b)- Le rapport de transformation devises-valeur ajoutée en dinars varie considérablement selon les secteurs, le secteur du plastique et de la chimie consommant plus de devises qu'il ajoute de valeur. Si nous appliquons le taux réel du marché à la devise, on s'aperçoit que les titulaires de devises s'approprient plus en contre-valeur dinars du simple fait d'accéder aux devises qu'ils n'ajoutent de valeur. Ainsi, si nous appliquons un taux de 3 seulement pour le différentiel taux de change administré -taux de change libre, on s'aperçoit que ceux qui accèdent aux devises enregistrent un surplus sans avoir besoin de produire. D'où la compétition pour accéder aux devises et non pour ajouter de la valeur.

Branches	Devises obtenues cours du marché	Valeur ajoutée 10 <sup>6</sup> DA	Surplus
- Plastique - chimie	2.691	471	+ 2.220
- ISMME	2.781	1.529	+ 1.252
- Textile et confection	2.565	2.137	+ 428
- Cuir et chaussures	354	472	- 72
- Agro-alimentaire	387	4.846	- 4.459

On observe que la contre-valeur marchande des devises obtenues est, pour certaines branches, plus forte que la valeur qu'elles ajoutent exprimée en dinars. Ceci veut dire que ces branches n'ajoutent pas de la valeur mais ne sont que des prétextes d'activité pour capturer la rente pétrolière à travers les quotas de devises obtenus pour leur fonctionnement, élément qui démontre que le taux de change est, non pas un prix, mais une variable primordiale de répartition.

L'activité semble donc n'être qu'un prétexte à la redistribution du revenu national et notamment du surplus pétrolier à travers la transformation des dinars en devises et inversement. Cette réalité montre que c'est la file d'attente sur les devises qui représente l'élément stratégique de l'action des acteurs sociaux pour se partager le revenu national ou plus précisément les surplus tirés de l'exportation du pétrole. Pour se placer sur cette file, il convient d'avoir une activité formelle qui au lieu d'ajouter de la valeur, en capture grâce aux autorisations d'importation. Les prix de production, les revenus de cette activité sont totalement déconnectés de sa valeur ajoutée et peuvent être purement arbitraires relevant davantage du motif de spéculation que du calcul ou de la productivité. Le taux de profit et le taux de salaire deviennent des valeurs conséquentes du taux de change.

Cette conclusion demande à être étayée par une recherche future plus précise sur ce problème.

Cependant, si avec peu d'investissement on peut capturer beaucoup de surplus dans une branche donnée, ceci veut dire que cette branche doit être fermée et qu'il est difficile d'y pénétrer, l'investissement se faisant sur autorisation. Par contre, il doit être beaucoup plus facile de pénétrer dans les branches où le pouvoir de transformation du surplus pétrolier en profit propre est très faible. C'est d'ailleurs ce qui ressort des derniers chiffres de l'investissement privé (ONS, 1987) où le plastique investit 28 millions et l'agro-alimentaire 224 millions. Plus la branche est fermée,

plus son coefficient de transformation devises-dinars est élevé. De cela nous pouvons tirer que l'investissement se fait :

- 1- Dans les branches fortes consommatrices d'inputs importés.
- 2- Dans les branches à fort coefficient de fermeture.

Ce sont ces deux caractéristiques qui maximisent, grâce au taux de change, la capture du surplus pétrolier.

Si nous prenons l'année 1987 (dernière année de publication d'un TEE), nous constatons que la valeur ajoutée nationale est de 90 milliards. Les importations sont de 39 milliards au cours du dollar administré. Si, à l'époque la valeur marchande du dollar est de 3 fois seulement sa valeur administrée, nous constatons que les importations seraient évaluées à 117 milliards et la valeur ajoutée à seulement 90 milliards. Bien entendu, cette valeur devrait elle-même être corrigée mais si l'on considère que la plupart des consommations intermédiaires sont importées, la différence PIB - CI ne remettrait pas en question l'ordre de grandeur. Ceci veut dire que, principalement, la valeur ajoutée n'est, en grande partie, qu'une redistribution du surplus pétrolier. D'où l'importance d'une recherche sur les comptes économiques pour dégager la signification de cette valeur ajoutée. Il est clair, dans une telle hypothèse, que l'économie n'est qu'un système de redistribution où le taux de change représente la variable stratégique. Les compétitions sociales majeures seraient donc précisément celles qui visent les relations économiques extérieures. Une fois la structure des échanges et des paiements extérieurs définie, le reste devient, à l'intérieur, de la redistribution secondaire, la question des profits et salaires devenant une pure question d'arbitrage s'appuyant sur des prétextes techniques (nombre de machines, nombre d'emplois, etc...).

Une autre clé de la redistribution secondaire est le système des prix. La hiérarchisation de la répartition est donc commandée en premier par le taux de change et le rationnement physique des flux d'importation, en second lieu par les prix internes. Une fois ces prix fixés administrativement et rigides, la répartition est strictement commandée par le taux de change et les attributions de devises. Ce sont ces attributions, qui une fois les prix internes fixés, commandent les taux de profit par branches.

La stratégie des agents est alors, en fonction des prix internes connus, d'obtenir un quota maximum de devises, variable déterminante de leur activité et de leur taux de profit. Si les prix internes deviennent variables, l'anticipation du profit n'est plus possible. D'où la pression sociale pour maintenir des prix administrés connus à l'avance qui permettent de projeter les quotas devises propres à maximiser le taux de marge.

## Notes

---

[\*] L'analyse des conditions de la productivité par secteur reste à faire. Les éléments monétaires qui apparaissent (taux de marge brut et taux de salaire) ne renseignent pas sur la productivité étant donné qu'il n'existe pas de marché authentique du capital ou du travail. L'économie reste segmentée en activités sans rapport financier entre elles, tout mouvement de capital d'une activité à l'autre étant bloqué. La segmentation de l'économie, du fait qu'elle interdit tout mouvement de capital, transforme le taux de profit en variable monétaire pure au lieu qu'il soit le reflet de la productivité. Il en est de même du salaire. D'où l'importance de l'analyse de la circulation monétaire, support essentiel de la redistribution de la rente. Ce qui confirme le rôle de variable primaire de répartition joué par le taux de change.